SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE AU CAPITAL DE 1 184 730 €
SIRET 598 501 468 00014 - APE 6832A
SIEGE SOCIAL : 55 RUE DU MARCHE-GARE – 67200 STRASBOURG
TEL. 03 88 27 24 24 @: direction@samins.fr

AVIS D'APPEL PUBLIC A CANDIDATURE Réf : AC2024-01

1. Identification de l'organisme :

SAMINS - 55 Route du Marché Gare, 67200 STRASBOURG - 03 88 27 24 24

Histoire:

Depuis 1965, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont confié à la SAMINS (Société d'Aménagement du Marché d'Intérêt National de Strasbourg), par convention de concession, l'aménagement et la gestion de 15 hectares du domaine public (propriété pour moitié de la Ville et pour moitié de la SNCF) qui ont donné naissance au Marché-Gare.

Centrée à l'origine sur l'accueil des producteurs et grossistes en fruits et légumes qui exercent une activité de négoce avec le commerce de proximité, les marchés, la restauration traditionnelle ou collective, l'activité de la SAMINS a progressivement été étendue à d'autres acteurs de l'alimentaire (viande, marée, produits laitiers, murisserie, etc.), de la filière horticole, et diversifiée vers les enseignes locales de la grande distribution.

Sa localisation aux portes de Strasbourg confère au MIN une forte attractivité pour les quelques 40 opérateurs locataires des 50 000 m2 de bâtiments, qui emploient près de 800 salariés, génèrent un chiffre d'affaires annuel de 350 millions d'euros, un flux de 85000 tonnes de denrées annuel et de centaines de véhicules quotidien.

Véritable poumon alimentaire du territoire, le MIN assure un rôle irremplaçable au service du premier besoin des habitants : celui de bien se nourrir pour rester en bonne santé.

<u>Services disponibles sur le site</u> :

- Site accessible 24h/24h pour les opérateurs,
- Site gardé et sous vidéosurveillance,
- Accueil et surveillance du dimanche 19h au samedi 18h,
- > Stationnement VL et PL,
- Ravitaillement : station GNV sur site et bornes de recharge 22 kWh,
- Restauration,
- Service de collecte et gestion des déchets ; récupération des palettes.

20/12/2024 Page **1** sur **2**

2. Objet:

Dans le cadre des dispositions de l'article L2122-2 du Code général de la propriété des personnes publiques, la SAMINS lance un appel à candidatures relatif à la mise à disposition d'un entrepôt de d'environ 212 m² - Lot n°3 dans le bâtiment K. Les caractéristiques des locaux et des conditions de location sont détaillées dans le dossier de présentation.

3. Durée de validité des candidatures :

60 jours, à compter de la date limite de remise.

4. Date limite de réception des candidatures :

Lundi 20 janvier 2025 à 17H00

5. Conditions de participation et critères de jugement des candidatures :

Précisées dans le dossier de présentation.

6. Demande de visite:

Sur simple demande par téléphone ou mail : exploitation@samins.fr ou + 33 (0)9 72 66 79 09.

7. Date d'envoi de la publication :

Vendredi 20 décembre 2024

20/12/2024 Page **2** sur **2**



Locaux disponibles sur le MIN de Strasbourg DOSSIER DE PRESENTATION n°2024-01 Lot n°3 – Entrepôt d'environ 212 m²

ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL A CANDIDATURE

Dans le cadre des dispositions de l'article L2122-1-1 al.1 du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), la SAMINS lance un appel à candidature pour l'occupation et l'exploitation d'un local en vue d'y exercer exclusivement une activité de commerce de gros de fruits et légumes et/ou produits alimentaires, et/ou de transformation de produits alimentaires, et/ou au commerce de fleurs/plantes et accessoires, et/ou première mise en marche de production de fruits et légumes à destination des clients professionnels tels que définis à l'article L761-1 du Code de Commerce. La convention qui découlera du présent appel à candidature sera notamment soumise aux textes régissant le fonctionnement des MIN (Cf. Code de Commerce) ainsi qu'au Règlement Intérieur du MIN.

CARACTERISTIQUES

<u>Destination des locaux</u> :Lot n°3 d'une surface d'environ 212 m² à usage d'entrepôt

Particularités techniques :

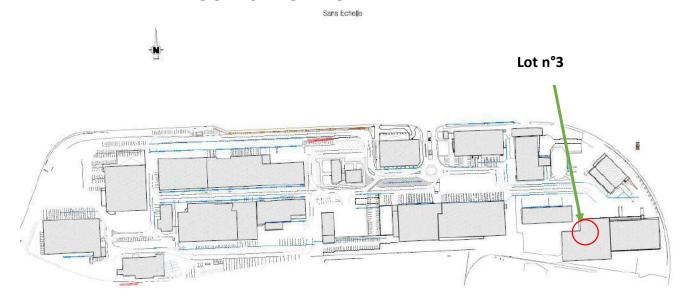
- équipé d'une porte sectionnelle
- entrée piétonne
- passage par zone commune avec le lot 6

Etat général : Bon état général

Pour information, les locaux seront vides de tout matériel le jour de la prise de possession. Des travaux d'aménagement par l'occupant pourront être autorisés selon conditions.

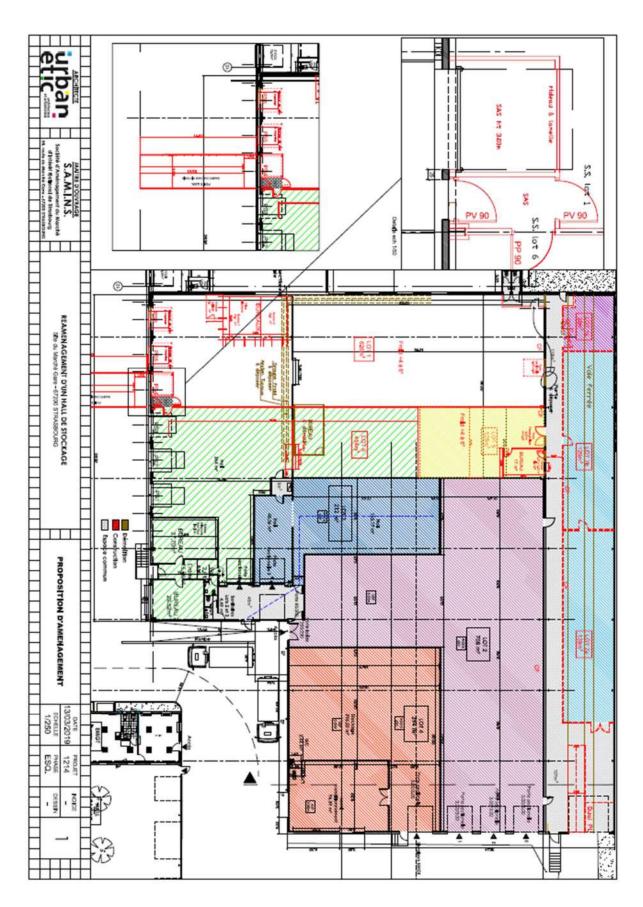
<u>Disponibilité</u> : Immédiate

LOCALISATION DU BATIMENT





PLAN





ARTICLE 2: ORGANISATION DE LA PROCEDURE

Cette procédure sera organisée comme suit :

- Publicité de la mise en concurrence des emplacements sur le site internet du MIN.
- Envoi du dossier de candidature aux entreprises ayant manifesté leur volonté de se positionner.
- Les candidats devront renvoyer leur dossier avant le **lundi 20 janvier 2025 à 17 h** par mail à l'adresse <u>direction@samins.fr</u>.

Le mode de transmission privilégié par la SAMINS est la voie dématérialisée. Cependant, les candidatures pourront être remises contre récépissé ou adressées par voie postale en pli recommandé avec accusé de réception.

- Analyse des dossiers par une commission d'attribution de locaux.
- Désignation du candidat retenu par la commission d'attribution de locaux.

Si aucun projet n'est remis ou n'est jugé satisfaisant, la procédure sera déclarée sans suite, et tout candidat pourra se présenter dans un délai de 6 mois sans qu'une mise en concurrence ne soit relancée.

ARTICLE 3: CONDITIONS FINANCIERES

La contractualisation du dossier donnera lieu à l'établissement d'une Convention d'Occupation Temporaire, dont la durée sera de 3 ans.

Redevance annuelle : 12 700 € HT Payable au trimestre à échoir

Caution: 3 mois de loyer HT

Charges en sus selon Règlement Intérieur :

- Droits fixes aux camions
- Taxe foncière
- Frais de gardiennage
- Traitement des déchets
- Eau / Assainissement
- Electricité, avec compteur indépendant

ARTICLE 4: CRITERES D'ATTRIBUTION

Il est à préciser que les candidats n'ayant pas la qualité de grossiste et/ou de producteur ne pourront pas être retenus. En effet, l'attribution du local ci-dessus est exclusivement destinée au commerce de gros de fruits et légumes et/ou produits alimentaires, et/ou de transformation de produits alimentaires, et/ou au commerce de fleurs/plantes et accessoires, et/ou première mise en marche de production de fruits et légumes à destination des clients professionnels tels que définis à l'article L761-1 du Code de Commerce.

Une visite préalable de l'entrepôt obligatoire sera réalisée, toutes les informations pour la prise de RDV figurent en dernière page. À l'issue de cette visite, un certificat de visite sera remis au candidat.

Délai de validité des candidatures : 60 jours, à compter de la date limite de remise



Critères de sélection des candidatures :

La procédure de sélection et la décision d'attribution de l'emplacement prendra notamment en compte les critères suivants affectés d'un coefficient de pondération tel que précisé ci-après :

- ❖ Expérience professionnelle du candidat et de ses salariés dans le secteur des fruits et légumes et/ou produits alimentaires, et notamment dans le commerce de gros de fruits et légumes et/ou produits alimentaires, et/ou première mise en marche de production de fruits et légumes, et/ou transformation de produits alimentaires, et/ou de commerce de fleurs/plantes et accessoires. Cet élément du critère pondéré sera examiné à 15% dans le cadre de l'analyse de la candidature.
- Qualité du projet présenté et aménagement des locaux : clientèle professionnelle visée, gamme de produits, filières d'approvisionnement, production locale, production raisonnée, circuits courts, produits bio, etc. A l'appui de ce critère, les candidats devront fournir une liste de leurs principaux fournisseurs et clients. Plan de financement et un plan d'investissement sur la durée de location envisagée. Décrire les perspectives de développement à compter de l'implantation sur le Marché. Cet élément du critère pondéré sera examiné à 40% dans le cadre de l'analyse de la candidature.
- Situation financière et adéquation entre la capacité financière de l'entreprise et les charges inhérentes à l'attribution du local dont il s'agit. Cet élément du critère pondéré sera examiné à 25% dans le cadre de l'analyse de la candidature.
- **Service :** Engagements RSE et actions en faveur du Développement Durable :
- 1. Nombre de salariés sur le site, place des mobilités douces dans les modes de déplacement.
- 2. Mesures pour la lutte contre le gaspillage alimentaire, Innovation. Actions visant à réduire la production de déchets.
- 3. Mesures adoptées dans le cadre de la règlementation des livraisons sur l'Eurométropole de Strasbourg (ZFE).
- 4. Autres éléments de la politique RSE.
 Ces éléments RSE du critère pondéré seront examinés à 20% dans le cadre de l'analyse de la candidature.

Présentation du certificat de visite obligatoire.

Une note sur 100 sera attribuée aux critères susvisés.

Un classement des candidats sera fait, en fonction des notes obtenues par chacun d'entre eux.

ARTICLE 5: DOSSIER DE CANDIDATURE

Chaque candidat transmettra à la SAMINS les justificatifs suivants pour l'examen des candidatures :

- Une lettre de motivation pour l'emplacement faisant l'objet de la présente candidature,
- Ses références professionnelles et son expérience en matière de gestion d'une activité liée au commerce de gros de fruits et légumes et/ou produits alimentaires, et/ou première mise en marche de production de fruits et légumes, ainsi qu'une liste de ses principaux fournisseurs et clients,
- Une attestation sur l'honneur datée et signée par le candidat indiquant :
 - a. Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2ème alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2ème alinéa de l'article 433-2, 8ème alinéa de l'article 434-9, 2ème alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1er et 2èmealinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne;
 - b. Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
 - c. Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne;



- d. Ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- e. Ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- f. Ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible de la convention d'occupation ;
- g. Avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de l'appel à candidature, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement du présent appel à candidature ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement;
- h. Être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de l'appel à candidature, au regard des articles l.5212-1, l.5212-2, l.5212-5 et l.5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- i. Que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles l.1221-10,
 l.3243-2 et r.3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article d.8222-5-3°du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France;
- j. Fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article r.3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger;
- L'identité administrative du candidat précisant clairement s'il intervient à titre d'une société ou seul,
- Un extrait k-bis datant de moins de 3 mois si le candidat a l'obligation d'être immatriculé au registre du commerce et des sociétés,
- Les statuts de la société candidate, sauf si le candidat intervient au titre de producteur,
- Des renseignements permettant d'évaluer les capacités financières du candidat (les trois derniers bilans comptables et comptes de résultats de l'entreprise candidate),
- Si le candidat est producteur :
 - Une attestation du régime fiscal de producteur,
 - Une attestation d'affiliation à la mutualité sociale agricole,
 - Un relevé parcellaire récent ou une déclaration de nature et de superficie des cultures,
- Les certificats sociaux et fiscaux des trois dernières années attestant du respect des obligations sociales et fiscales,
- Compte d'exploitation prévisionnel sur deux années,
- Le certificat de visite,
- Tous documents que le candidat jugera utile pour accompagner son dossier de candidature.

Faute de la présentation de l'ensemble des documents des documents listés ci-dessus, la candidature sera déclarée irrégulière.

- ✓ <u>Pour prise de RDV de visite</u>: Mme Stéphanie LAUNAY (assistante technique) au + 33 (0)9 72 66 79 09 ou <u>exploitation@samins.fr</u>
- ✓ L'envoi de votre candidature par voie dématérialisée à l'adresse : direction@samins.fr

ou par voie postale en R.A.R. : **SAMINS** 55, rue du Marché Gare

Bâtiment Administration RDC – 67200 STRASBOURG



DOSSIER DE CANDIDATURE

PREAMBULE

Les locaux disponibles sur le site du MIN de Strasbourg sont soumis à la mise en concurrence, conformément à l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques. Les avis de publicité sont mis en ligne sur notre site internet : www.min-strasbourg.fr

Mais si vous avez un projet à court terme, moyen terme, long terme, vous pouvez à tout moment déposer votre dossier de candidature auprès de la SAMINS, gestionnaire du marché d'Intérêt National de Strasbourg.

Il vous suffit de compléter le présent dossier de candidature et de le déposer dans les bureaux de la SAMINS, ou de le transmettre par e-mail, accompagné des justificatifs nécessaires.

La SAMINS s'engage à conserver la confidentialité des informations transmises, quelle que soit la suite réservée à votre candidature.

☐ Je reconnais avoir fourni toutes les données ci-après dans le cadre de ma candidature pour
la mise à disposition d'un emplacement sur le Marché-Gare de Strasbourg. Je peux à tout
moment demander l'accès à ces informations, et, en cas de suite négative à ma candidature,
la restitution de ce dossier et la suppression de l'ensemble de mes informations qui auraient
été saisies informatiquement, par simple demande écrite à la SAMINS : direction@samins.fr

Prénom, Nom Date et signature

1- Informations générales

Date de candidature :	
Nom de l'entreprise :	
Adresse	
(siège social) :	
Téléphone :	
-	
e-mail :	
Site internet /	
réseaux sociaux :	



2- Mon entreprise

Forme juridique : (SA, EI, Sàrl)	
Capital social (€) :	
Date de création :	
Si création	
en cours :	☐ Dossier d'immatriculation pas encore déposé ☐ Immatriculation en attente, dossier déposé le :
SIRET:	
D /	,
Prénom, nom du	
représentant légal :	
Fonction :	
Tél. mobile :	
e-mail :	
Prénom, nom du	
responsable du dossier	* .
Fonction :	·
Tél. mobile :	
e-mail :	
*si différent du repr	ésentant légal – interlocuteur habilité à engager la société
Principaux associés :	personnes morales
Raison sociale	
et forme juridique :	
Adresse :	
SIRET:	
Date de création :	
Parts détenues (%) :	
Raison sociale et forme juridique :	
Adresse :	
SIRET:	
Date de création :	
Parts détenues (%)	



Raison sociale	
et forme juridique :	
Adresse :	
SIRET:	
Date de création :	
Parts détenues (%) :	
Principaux associés : pers	onnes physiques
Prénom, Nom :	
Adresse :	
Date et lieu de naissance : Nationalité :	
Parts détenues (%) :	
Prénom, Nom :	
Adresse :	
Date et lieu de naissance : Nationalité :	
Parts détenues (%) :	
Prénom, Nom :	
Adresse :	
Date et lieu de naissance : Nationalité :	
Parts détenues (%) :	
	s sur les 3 dernières années (ex : changement de forme
juridique, arrivée/départ as	ssociés, modification capital)

3- Ma situation économique



	nvestissements des 3 dernières a : immatériels : équipements, loca		els nersonnel)
Année	Descriptif	Montant En k€ HT	Durée prévisionnelle d'amortissement si applicable
	léveloppements commerciaux de ux produits ou services, nouveau ue…)		

ex : nouveaux produits ou services, nouveaux type de clients, extension zone éographique)



4- Mon activité

Activités principales :	Distribution de Logistique Autre : précise	e produits alimenta er :	ires
Type de produits ou services vendus : détailler :			
Origine des produits vendus :		e et zone frontalièr rand Est, Franche : préciser :	
Typologie de clientèle : préciser la part du CA en % :	Hôtellerie/rest	collective : vécialisé (boucher, e proximité : oution :	épicerie fine) :
Répartition géographique de votre clientèle :	_	e et zone frontalièr rand Est, Franche : préciser :	• ,
Approvisionnement de votre clientèle :	Livraison unic	ce uniquement	
Parc de véhicules professionnels : préciser le nombre	Semi-remorqu Camions: Fourgonnette VL:		
Répartition de l'activité : Préciser les horaires et le	Plage horaire	Heures	Activités
type d'activité (ex : préparation, livraison,	nuit		
vente):			
	samedi		
	dimanche		
Déchets : Préciser le type de déchets	☐ DIB	☐ films	palettes bois
qui seront produits par votre activité :	Carton	cagettes plastique	cagettes bois



Papier	☐ caisses polystyrène	aisses bois
Verre	autres	biodéchets et déchets verts
Autres : préciser :	1	

5- Mon besoin

Type de locaux : Préciser la surface	☐ Bureaux :
souhaitée en m²	☐ Entrepôt :
	☐ Atelier :
	Autres, préciser :
Équipements de stockage	☐ Température ambiante :
recherchés : Préciser les surfaces en en m²	Froid positif :
,	Froid négatif :
Équipements de transport et logistique : Préciser le	Quai PL :
nombre	parking PL (semi-remorque) :
	☐ Parking camions et fourgonnettes :
	parking VL :
Autres équipements recherchés ou autres besoins (détailler) :	
Date d'implantation envisagée :	
Durée d'implantation visée :	☐ Moins de 12 mois : durée :
	☐ 1 à 3 ans
	☐ 3 à 5 ans
	☐ Plus de 5 ans
	☐ Plus de 10 ans
Budget prévisionnel €HT/an :	Loyer :



Charges:



6- Mon développement

1				
1				
Principaux E	Sesoins d'inve	stissements sur les (véhicules, équiper	3 prochaines anné	es vestissements
immatériels.) :			
Année	D	escriptif	Budget prévisionnel	Durée prévisionnelle
			'	d'amortissement
Ressources		□ Autofinancement :		
Ressources of financement of préciser les normal en k€		☐ Autofinancement : ☐ Apports des assoc ☐ Emprunt :		



Rubrique libre pour détailler vos motivations, votre projet et son planning prévisionnel de déploiement, et toute information utile à l'examen de votre dossier :
previsionnel de deploiement, et toute information utile à l'examen de voire dossier.
Rubrique libre pour détailler votre politique RSE / vos engagements sociétaux et
environnementaux : actions en faveur d'un approvisionnement de proximité, de la logistique décarbonée, de l'insertion de salariés (apprentis), de partenariats
environnementaux : actions en faveur d'un approvisionnement de proximité, de la
environnementaux : actions en faveur d'un approvisionnement de proximité, de la logistique décarbonée, de l'insertion de salariés (apprentis), de partenariats
environnementaux : actions en faveur d'un approvisionnement de proximité, de la logistique décarbonée, de l'insertion de salariés (apprentis), de partenariats
environnementaux : actions en faveur d'un approvisionnement de proximité, de la logistique décarbonée, de l'insertion de salariés (apprentis), de partenariats
environnementaux : actions en faveur d'un approvisionnement de proximité, de la logistique décarbonée, de l'insertion de salariés (apprentis), de partenariats
environnementaux : actions en faveur d'un approvisionnement de proximité, de la logistique décarbonée, de l'insertion de salariés (apprentis), de partenariats
environnementaux : actions en faveur d'un approvisionnement de proximité, de la logistique décarbonée, de l'insertion de salariés (apprentis), de partenariats
environnementaux : actions en faveur d'un approvisionnement de proximité, de la logistique décarbonée, de l'insertion de salariés (apprentis), de partenariats
environnementaux : actions en faveur d'un approvisionnement de proximité, de la logistique décarbonée, de l'insertion de salariés (apprentis), de partenariats
environnementaux : actions en faveur d'un approvisionnement de proximité, de la logistique décarbonée, de l'insertion de salariés (apprentis), de partenariats
environnementaux : actions en faveur d'un approvisionnement de proximité, de la logistique décarbonée, de l'insertion de salariés (apprentis), de partenariats
environnementaux : actions en faveur d'un approvisionnement de proximité, de la logistique décarbonée, de l'insertion de salariés (apprentis), de partenariats
environnementaux : actions en faveur d'un approvisionnement de proximité, de la logistique décarbonée, de l'insertion de salariés (apprentis), de partenariats
environnementaux : actions en faveur d'un approvisionnement de proximité, de la logistique décarbonée, de l'insertion de salariés (apprentis), de partenariats
environnementaux : actions en faveur d'un approvisionnement de proximité, de la logistique décarbonée, de l'insertion de salariés (apprentis), de partenariats locaux :
environnementaux : actions en faveur d'un approvisionnement de proximité, de la logistique décarbonée, de l'insertion de salariés (apprentis), de partenariats locaux :

Samins marché d'intérêt national

Dossier de candidature spontanée

Justificatifs à joindre pour l'examen de votre candidature

- Références professionnelles et détail de l'expérience en matière de gestion d'entreprise et de développement d'une activité en lien avec celle pour laquelle vous candidatez
- Liste des principaux fournisseurs et clients
- Statuts de la société candidate
- 3 derniers bilans comptables permettant d'évaluer les capacités financières du candidat
- Certificats des 3 dernières années attestant du respect des obligations sociales et fiscales
- Si le candidat est producteur : attestation fiscale du régime fiscal de producteur, attestation d'affiliation à la mutualité sociale agricole, et relevé parcellaire récent ou déclaration de nature et de superficie des cultures
- Compte d'exploitation prévisionnel sur les 3 prochaines années
- Tout autre document que vous jugerez utile pour accompagner votre dossier de candidature
- Attestation sur l'honneur datée et signée, indiquant que le candidat :
 - N'a pas fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2, 421-1, 421-5 2ème alinéa, 433-1, 433-2 2ème alinéa, 434-9 8ème alinéa, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-8 1er et 2ème alinéa, 441-9, 445-1, 450-1 ou pour une infraction de même nature dans un autre État européen
 - N'a pas fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou pour une infraction de même nature dans un autre État européen
 - N'a pas fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou pour une infraction de même nature dans un autre État européen
 - N'est pas en état de liquidation judiciaire ou ne pas avoir fait l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger
 - Ne pas être en état de faillite personnelle ou ne pas avoir fait l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger
 - N'est pas admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible de la convention d'occupation
 - A, au 31/12 de l'année précédant celle de la candidature, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale, et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'est acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date de candidature, ou a constitué spontanément avant cette date des garanties suffisantes pour le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement
 - Est en règle, au 31/12 de l'année précédant celle de la candidature, au regard des article L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
 - Assure la conformité réglementaire du travail effectué par les salariés employés par ses soins, au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3241-1 du code du travail
 - Fournit à ses salariés des bulletins de paie conformes aux obligations du code du travail, ou des documents équivalents pour les salariés employés à l'étranger.

Faute de remise de ces éléments, la candidature ne sera pas examinée.